

CHSCT-M du 30 octobre 2018

Déclaration Liminaire

Le Comité Interministériel de la Transformation Publique (CITP) du 29 octobre a permis au gouvernement de dévoiler les dernières mesures de casse du Service Public, du Statut général des fonctionnaires et donc de la République :

- Bientôt la généralisation des agents « jetables » par la contractualisation systématique ;
- Bientôt l'indemnisation du chômage pour les fonctionnaires !
- Bientôt la nomadisation des agents rescapés, sur nos routes de campagne, en minibus, pour renseigner les citoyens ;
- Bientôt en 2022, c'est-à-dire demain, 100% des démarches administratives dématérialisées.

FO Finances condamne encore une fois les suppressions d'emplois dans les Directions de Bercy, représentant encore près de la moitié de celle de la Fonction Publique d'Etat dans le projet de loi de Finances 2019.

Aujourd'hui, aucune Direction, aucun fonctionnaire de Bercy, n'est épargné par les restructurations, avec en prime un dialogue social qui se transforme pour la plupart du temps en « dialogue de sourds ».

Que fait-on de l'humain ? Des conditions de travail ? Comment osent-ils encore en parler ?

La Fédération des Finances FORCE OUVRIERE reste ferme sur ses revendications pour défendre les intérêts matériels et moraux des agents, tout en étant toujours ouverte au dialogue social, et ce même si les autorités ministérielles ne nous facilitent pas la tâche !

C'est en gardant nos valeurs de liberté et d'indépendance que nous continuerons à défendre les personnels des Ministères Economiques et Financiers et leurs missions.

FO Finances réitère son attachement aux CHSCT, à une politique ministérielle Santé, Sécurité au Travail dont le budget doit être à la hauteur des besoins des agents. Pour ce faire, et face à la poursuite des réductions d'effectifs et de moyens, le réseau de l'ensemble des acteurs de prévention doit être préservé et amélioré.